

Flash sur les entreprises franco-suisse

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **55 (1975)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Flash sur les entreprises franco-suisse

Parmi les branches industrielles suisses particulièrement touchées par le tassement général des affaires et la dégradation des termes de l'échange avec l'étranger, **l'horlogerie** figure en première ligne. Comme elle exporte largement plus de neuf dixièmes de sa production, qu'elle propose des articles sur lesquels la clientèle potentielle pense en premier à faire des économies par temps de conjoncture maussade, étant enfin directement exposée à une forte concurrence étrangère par des industries opérant dans une monnaie « plus molle », l'horlogerie suisse subit actuellement de plein fouet tous les effets de la crise. La filiale suisse de Bulova (US) a licencié un sixième de son personnel. La principale entreprise de la branche, Allgemeine schweizerische Uhrenindustrie AG (ASUAG) a dû réduire ses horaires à la mi-mars pour la plupart de ses 17 000 salariés. Les représentants des associations professionnelles ont demandé aux autorités fédérales et à la Banque nationale des actions plus efficaces sur le cours du franc ainsi qu'un élargissement de l'encadrement du crédit. Au début du mois de mars, la Banque nationale a débloqué 100 millions de francs à l'intention des banques qui peuvent en disposer en faveur de l'horlogerie. — Cette situation n'épargne pas l'industrie horlogère française. Les professionnels sur le versant ouest du Jura constatent que le malheur des Suisses ne fait pas nécessairement le bonheur des Français. Avec un taux de change qui les pénalise moins que leurs homologues suisses, les industriels français ont certes bien progressé dans l'exportation en 1974. Actuellement, ce sont surtout les fabricants français de pièces détachées qui souffrent de la baisse des commandes suisses. Les entreprises suisses étant leurs premiers clients, le volume des commandes, indique-t-on, a diminué de 20 à 40 %. Dans les milieux horlogers français on craint que la baisse d'activité ne s'étende à d'autres secteurs de la branche si les affaires ne reprennent pas vigueur à l'est du Jura.

L'horlogerie suisse en Afrique Nord sera peut-être bientôt une réalité : on indique en effet que la société Ratel de Berne a été autorisée à implanter une fabrique d'horlogerie en Tunisie. Elle alimentera le marché local et exportera dans les pays voisins. Le programme des trois premières années prévoit la fabrication de deux millions de bracelets cuir, de 300 000 montres et de 50 000 réveils. Il s'agira principalement de montage de pièces constitutives d'origine suisse. Une société a été constituée à Ez-Zahra, près de Tunis sous la raison sociale Ratel SA, Tunisie. La société suisse participe à raison de 30 % au capital social de la nouvelle entreprise.

Le groupe suisse Crédit immobilier pour l'étranger pourrait prochainement demander son introduction à la bourse de Paris. C'est ce qui ressort d'une information publiée au mois de mars. Le CIPE est une société de droit suisse cotée à Genève. Il envisage d'augmenter son capital social (actuellement de 31,6 millions de FS) et voudrait demander son introduction à Paris à cette occasion, ainsi que l'introduction de sa filiale française Société européenne de location d'immeubles commerciaux et industriels (SELICOMI) qui a le statut de Sicomi. — Le CIPE dont l'origine remonte à 1928, exerce son activité — exclusivement avec ses fonds propres — dans l'investissement en immeubles locatifs à usage de bureaux ou d'entrepôts, en Suisse, en France, en Hollande et en Belgique. Son objectif est de répartir fin 1975 son patrimoine à égalité entre ces quatre pays. Il intervient en outre directement dans des opérations de promotion d'immeubles professionnels locatifs en France, soit seul, soit en association avec d'autres groupes. Pour sa part, le SELICOMI envisage de porter son capital de 25 à 50 millions de francs grâce à une participation de 50 % de résidents français. Il dispose dans la région parisienne de 10 000 m² de locaux professionnels auxquels s'ajoutent 8 000 m² en cours de construction.

Pour l'aide rapide à des populations sinistrées par des séismes ou autres catastrophes naturelles, **Sulzer frères SA** a mis au point une nouvelle installation mobile pour la préparation d'**eau potable à partir d'eaux polluées** souterraines ou de surface. La capacité de traitement de cette installation est de 4 000 l/h. Le dispositif est logé dans un conteneur mobile qui peut être facilement acheminé vers le lieu sinistré et y être mis en service grâce à un groupe électrogène. L'installation comprend un réservoir pour l'eau potable. Celle-ci peut aussi être emballée dans des sachets en plastique. Un autre dispositif prévoit de la mélanger avec du lait en poudre.

LAVANCHY FRANCE S.A.

16, rue Pestalozzi, 75005 PARIS

Tél. 331.09.68 - 707.50.59

Déménagements - Transports internationaux

SERVICES ROUTIERS RÉGULIERS

entre la FRANCE et la SUISSE

Maison en Suisse : LAVANCHY S.A., 88, rue de Genève, LAUSANNE